



Le travail social dans les organisations juives françaises après la Shoah : création made in France ou importation américaine ?

Laura Hobson Faure

DANS **ARCHIVES JUIVES** 2012/1 Vol. 45 , PAGES 43 À 60
ÉDITIONS **LES BELLES LETTRES**

ISSN 0003-9837

ISBN 9782251694344

DOI 10.3917/aj.451.0043

Date de mise en ligne : 01/06/2012

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-archives-juives1-2012-1-page-43?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Les Belles lettres.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le travail social dans les organisations juives françaises après la *Shoah* : création *made in France* ou importation américaine ?

LAURA HOBSON FAURE



Le château
de la Maye à Versailles,
siège de l'École Paul Barwald.
Collection Jacqueline Hourri Vignon.

Le passage de la bienfaisance à l'action sociale effectué par les œuvres sociales juives françaises après la Seconde Guerre mondiale serait-il le fruit de la présence juive américaine¹, qui épaula alors le judaïsme européen pour mieux le faire renaître ? En tête de l'engagement américain se trouve l'American Joint Distribution Committee (Joint) ; après avoir financé les œuvres juives en France pendant l'Occupation, celui-ci développe son programme français de façon considérable après décembre 1944. En 1946, par exemple, il subventionne 72 % du coût des œuvres sociales juives françaises². Ainsi, fort de son poids financier, le Joint pousse-t-il les œuvres françaises à se professionnaliser et à réformer leurs pratiques sociales et administratives.

Pour faciliter sa tâche, il décide d'ouvrir une école de travail social qui puisse fournir dans ce domaine une formation « à l'américaine », d'abord aux Juifs européens, puis aux Juifs venant d'Afrique du Nord et du tout récent État juif. L'École de service social Paul Baerwald, du nom de l'ancien président du Joint, ouvre ses portes à Versailles en 1949 et forme environ 120 élèves avant la fermeture de son internat en 1953³. Après cette date, le corps enseignant, composé d'experts américains du travail social, certains issus de la prestigieuse New York School of Social Work (qui devint par la suite la Columbia University School of Social Work), a continué de dispenser des formations dans les communautés juives d'Europe et d'Afrique du Nord. La France aura ainsi bénéficié de la présence de l'École Paul Baerwald sur son sol pendant presque une décennie.

Dans quelle mesure cette école est-elle responsable des transformations du travail social dans les organisations juives françaises dans cette même période ? Cette question s'avère plus pertinente encore replacée dans le contexte national et international. La période étudiée correspond en effet à « l'Âge d'or⁴ » du service social français, un moment particulièrement important de son histoire en France, celui où est consacrée l'institutionnalisation de la profession d'assistante sociale. La législation sur la sécurité sociale en 1945 entraîne de nouvelles prestations qui placent les assistantes sociales dans un rôle de « contrôle » sans précédent, et l'Association nationale des assistants de service social diplômés d'État, connue plus tard sous le sigle ANAS, est créée en décembre 1944. De même, une loi promulguée en avril 1946 institue l'obligation d'avoir un diplôme d'État pour pouvoir exercer cette profession, et protège la confidentialité des relations entre le « client », comme l'on nomme désormais la personne assistée, et l'assistante sociale. En plus de ces changements au niveau national, une approche internationale du travail social commence à voir le jour en Europe sous l'égide de l'Organisation des nations unies, qui établit un programme d'assistance technique pour les professions sociales en Europe à partir de 1949⁵.

Ce contexte propice à la professionnalisation a-t-il un effet sur les services sociaux juifs ? Autrement dit, la réforme du travail social dans les organisations juives est-elle un phénomène interne au monde juif, ou bien le résultat d'interactions plus larges ? Notre analyse procédera en trois temps. Dans un premier temps, nous explorerons les motivations du monde juif américain pour remodeler le service social juif en France. Dans un deuxième temps, nous analyserons la nature de leurs tentatives de réforme. Dans un troisième temps enfin, nous discuterons de

l'influence des programmes américains et de leur accueil par les Français. Mais d'abord, regardons de plus près l'activité des organisations juives américaines en France après la Seconde Guerre mondiale.

La présence juive américaine en France et la question du travail social Les Juifs américains ont répondu à la Shoah en mettant sur pied un projet philanthropique qui, bien que sans précédent, trouve son origine dans la Première Guerre mondiale, conflit qui a inspiré de nouvelles formes de solidarité à cette population issue en grande partie d'Europe de l'Est. C'est en effet pour aider les membres de leurs familles victimes de ce conflit que les Juifs américains créent le Joint à New York en 1914. Celui-ci étend son activité à toute l'Europe dans l'entre-deux-guerres. Il n'est actif en France qu'à partir de 1933 surtout, quand son siège européen passe de Berlin à Paris. En 1942, le Joint est contraint de transférer son personnel américain au Portugal ou de le rapatrier aux États-Unis, mais continue de subventionner les œuvres juives jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale⁶. Si d'autres organisations juives américaines sont également actives en France dans l'immédiat après-guerre, le Joint est la seule d'entre elles à pouvoir se réclamer du mandat des Juifs américains, car il reçoit environ 57 % des dons collectés aux États-Unis par le United Jewish Appeal (UJA)⁷, l'agence centrale pour la collecte et la distribution des fonds de la communauté juive américaine dont la création date de 1939.

Fortement influencé par les principes élaborés par les philanthropes américains du monde des affaires pendant la période de réformes sociales que fut l'« ère progressiste » au tournant du XX^e siècle⁸, le Joint cherche à rendre « autonomes » et « responsables » les communautés juives qui requièrent son aide. Aussi le Joint insiste-t-il sur la nature temporaire de ses secours et évite-t-il de proposer directement ses services aux membres de la communauté éprouvée; il préfère subventionner des associations juives locales ayant pour mission d'aider les populations les plus nécessiteuses. En même temps, pour assurer la pérennité des œuvres après son départ, le Joint entend instaurer des réformes dont la finalité est de responsabiliser les œuvres et de les rendre les plus efficaces possible. Dans cette organisation, le maintien d'une distance avec la population assistée va donc de pair avec un regard acéré sur le fonctionnement des œuvres.

À partir du 1^{er} janvier 1946, le Joint demande aux associations françaises subventionnées de fournir un rapport mensuel et annuel contenant des statistiques sur leurs utilisateurs⁹. Par l'examen régulier des comptes

de chacun des organismes, le Joint donne la priorité à la responsabilité financière et impose progressivement des barèmes de remboursement communs¹⁰. De même le Joint encourage-t-il ces divers organismes à se spécialiser et à centraliser leurs efforts pour éviter les doublons dans les interventions. De là la fusion, sous ses auspices, du Comité d'assistance aux réfugiés (CAR), du Comité général de défense des Juifs (CGD) et de la Fédération des sociétés juives de France (FSJF), le tout constituant le Comité juif d'action sociale et de reconstruction (Cojasor) en mars 1945, désormais la principale association d'aide aux familles juives étrangères¹¹. La création en 1949 par le Joint et les dirigeants juifs français du Fonds social juif unifié (FSJU), inspirée par le United Jewish Appeal, pour fédérer la collecte et la distribution des fonds pour la France et Israël, peut être analysée comme l'apogée de cette logique centralisatrice.

Le personnel du Joint est composé majoritairement de travailleurs sociaux juifs américains, formés pour la plupart aux États-Unis. Ayant obtenu leurs diplômes dans les années 1930-1940, une période de consensus sans précédent sur les compétences requises (*standards*) dans ce domaine¹², ils en tirent aussi une forte identité professionnelle, renforcée par une importante mobilité¹³ : lorsque, placés dans des environnements nouveaux, les employés du Joint sont confrontés aux différentes conditions de vie des Juifs européens, leur formation leur fournit un repère rassurant et pratique ainsi qu'une terminologie commune pour analyser les problèmes qu'ils rencontrent. De même, le personnel américain du Joint en France est nourri des critères d'efficacité et de professionnalisme qui gouvernent la vie professionnelle aux États-Unis. Quelle que soit leur sensibilité aux souffrances des Juifs français pendant les années de guerre, ils n'avaient pas subi l'Occupation, ce qui leur permet de garder une distance considérable à l'égard des problèmes liés à la reconstruction d'après-guerre, auxquels ils appliquent des méthodes de travail social éprouvées. À partir de décembre 1944, le Joint en France est représenté par Arthur Greenleigh, un travailleur social américain ayant une grande expérience de l'administration sociale¹⁴. Dans une lettre à ses supérieurs new yorkais en avril 1945, il réclame des renforts américains, critiquant les Français employés par le Joint :

Par expérience, je sais que la présence d'une poignée d'Américains nous permettrait de fournir ici un service bien meilleur à beaucoup plus de personnes désavantagées, et qu'en même temps, elle permettrait au Joint d'économiser des millions de francs et de former les employés locaux. Nous avons beaucoup de Français à notre disposition, mais aucun d'entre eux n'a la formation professionnelle ni l'expérience nécessaires pour faire face à la quantité de travail

impressionnante qui nous attend. Et l'une des plus grandes difficultés partagée par la plupart d'entre eux est qu'ils sont moralement si impliqués politiquement qu'ils n'arrivent pas à conserver une once d'objectivité dans des situations où celle-ci est indispensable. C'est un handicap de plus en plus apparent et de plus en plus grave¹⁵.

Manque d'objectivité, insuffisance de la formation et inefficacité des employés français : autant d'entraves indésirables à la Reconstruction, selon ce responsable, et qui exigent une solution immédiate. La politisation de la vie associative en 1944-1945, évoquée ici par un Américain étranger à la vie juive locale et à son histoire, s'inscrit en fait dans la continuité des années de guerre, et non en rupture avec elles. Pendant l'Occupation, la résistance juive française est le fait d'une nébuleuse de groupes et de cellules, alimentés par des divergences idéologiques qui les conduisent à répondre diversement aux persécutions et, chose très importante, à privilégier les petits réseaux et le travail clandestin afin de limiter les arrestations. Ainsi la guerre et les conditions de l'Occupation ont-elles encore davantage politisé une population juive déjà divisée et valorisé ces méthodes d'action. Dans l'après-guerre, les multiples branches de la résistance juive poursuivent leurs activités, continuant de prendre en charge la population juive et fournissant des services à ceux qui adhéraient à leur idéologie sans prendre les autres en compte¹⁶. Il est donc « normal » que ceux qui y travaillent soient politisés : leur engagement est en effet politique, et non le fruit d'une formation antérieure dans le domaine social.

Toujours est-il que les Américains du Joint cherchent à corriger cette situation. Tels sont les auspices sous lesquels commence le programme de réforme du travail social du Joint en France, grâce notamment à des formations dispensés aux assistantes sociales.

Former pour réformer le service social Dès novembre 1945, le bureau du Joint pour la France met en place une formation de douze semaines pour les « assistantes sociales », délivrée – vraisemblablement au Cojasor – par une assistante sociale française diplômée. Les cours, qui durent deux heures, portent sur « les fondamentaux du *casework* afin de stimuler et développer leur approche envers leurs clients¹⁷ ». Si le *casework*, méthode qui, pour reprendre les propos de l'historien Roy Lubove, « formait la base d'une identité professionnelle¹⁸ » dans le travail social américain depuis les années 1920, est ainsi mis en avant, cela n'a rien d'une coïncidence. Selon cette méthode, chaque « client » doit être traité individuellement, en tenant compte des facteurs environnementaux et sociaux qui l'affectent. L'objectif final est

d'apprendre au « client » à mobiliser ses propres ressources et à affronter les causes de sa pauvreté, au lieu de recevoir passivement une aide. Pour les assistants sociaux formés aux États-Unis, la méthode allait de soi. Mais, bien que celle-ci ait été introduite en France dans les années 1920, surtout par le biais des réseaux protestants¹⁹, elle y demeure encore peu connue au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Lorsque l'on sait que l'établissement de dossiers individuels – constitués lors de sessions confidentielles – sur chaque « client » était l'outil de base du travailleur social américain, on peut imaginer la réaction des employés américains du Joint devant la « distribution quotidienne » opérée par le Comité de bienfaisance israélite de Paris : cette pratique, qui remontait à 1906 au moins et qui a perduré jusqu'au début des années 1950²⁰, consistait à fournir des secours, sans suivi dans le temps, à des pauvres qui faisaient la queue, au vu et au su de tous.

Sous la direction de Laura Margolis, qui succède à Arthur Greenleigh en 1946, le bureau du Joint pour la France accentue ses efforts pour réformer le service social. Des employés référents sont assignés à chaque association subventionnée et, si possible, des formations sont organisées pour les salariés de ces associations. Le Cojasor, par exemple, bénéficie de l'assistance technique de deux employés du Joint en 1949 dans le but d'y « améliorer les *standards* de la prise en charge », car le Joint estime que les membres du conseil du Cojasor ne sont « ni suffisamment proche[s] du travail au quotidien [de l'institution], ni suffisamment bien informé[s] sur les bonnes pratiques en travail social pour se rendre compte de la pauvreté des *standards* en travail social qui existent jusqu'à présent²¹ ». Une formation pour les salariés est donc mise en place au début de 1949, comportant des conférences d'un psychiatre sur les problèmes psychologiques et des études de cas encadrées par les salariés du Joint²².

Le Joint ne se borne pas à intervenir à l'échelle associative ; il soutient aussi les initiatives des salariés eux-mêmes pour augmenter leur niveau de professionnalisation. En novembre 1948, l'Association des travailleurs sociaux juifs sollicite des interventions régulières du Joint pour discuter des cas difficiles²³.

L'intérêt démontré par l'assiduité aux réunions et aux discussions, écrit un employé du Joint en 1949, donne l'espoir qu'on pourrait beaucoup accomplir avec les travailleurs sociaux, des choses qu'on ne pourrait jamais faire en travaillant avec la direction. Les différences politiques, le sentiment d'infériorité et les jalousies professionnelles, qui font barrage à une attitude de compréhension au niveau de la direction, ont disparu lors des discussions des cas, où l'attention se porte uniquement sur le client²⁴.

Si le Joint est conscient que les réformes tant espérées restent d'une ampleur limitée en raison du manque global de personnel, cet exemple montre tout de même que l'étude collective des cas de « clients » devient une pratique courante dès la fin des années 1940.

Le National Council of Jewish Women

Ce besoin, identifié par le Joint, de former le personnel des œuvres sociales juives incite d'autres organisations américaines – notamment le National Council of Jewish Women, créé aux États-Unis en 1893 – à s'engager à leur tour. Idéologiquement proche du Joint, cette organisation n'a pourtant ni la même structure ni le même objectif. Alors que le Joint utilise un nombre restreint de salariés pour assurer la distribution des dons provenant du United Jewish Appeal, le National Council est une association de bénévoles organisée en branches à travers les États-Unis, comptant 51 000 adhérentes en 1927 ; en 1960 elles sont plus de 100 000²⁵. Le National Council n'est donc pas « en compétition » avec le Joint ; il cherche seulement à coopérer au programme de ce dernier en portant une attention particulière aux besoins des femmes.

En 1946, il envoie une représentante en France, Gloria Wagner, à qui l'on fournit un bureau au local du Joint, ce qui atteste de l'étroitesse de la collaboration entre les deux institutions. À Paris, le National Council développe deux nouveaux programmes : un foyer pour jeunes femmes juives qui ouvre ses portes durant l'été 1947, et, ce qui nous intéresse particulièrement ici, un programme de bourses initié en 1946, qui vise à envoyer des jeunes femmes juives européennes étudier dans les universités américaines les disciplines liées au « *welfare* » – un vaste domaine comprenant, entre autres, le travail social, la petite enfance, la santé publique. Les personnes ainsi sélectionnées pour un séjour d'un ou deux ans aux États-Unis s'engagent en échange à travailler ensuite deux ans dans une organisation d'action sociale juive dans leur pays natal²⁶. On estime à 200 le nombre total de personnes qui ont ainsi reçu une formation aux États-Unis²⁷, dont moins de vingt personnes, semble-t-il, venant de France²⁸. Malgré tout, plusieurs interlocuteurs français clés du Joint ont été formés dans ces conditions, non seulement aux méthodes américaines du travail social, mais à la culture et à la langue américaines, devenant des intermédiaires privilégiés à leur retour en France. Par exemple, Simone Weil Lipman, Gaby Wolff Cohen et Édith Odenwald Kremsdorf ont étudié respectivement à l'Université de Tulane, à l'Université de Californie à Berkeley et à l'Université de Chicago²⁹, et travaillé pour le Joint en France à leur retour. Une fois cette obligation remplie,

Simone Weil Lipman est repartie aux États-Unis, où elle a fondé une famille. Gaby Wolff Cohen et Édith Odenwald Kremsdorf ont dirigé le département social du FSJU jusqu'à leur retraite dans les années 1980. Après des études de travail social à Seattle et à Pittsburgh, Franceline Bloch est revenue en France en 1950 et a travaillé pour le Service social des jeunes (SJJ), une association spécialisée dans l'aide aux adolescents juifs. De 1974 à sa retraite, elle a dirigé le Casip³⁰. Déjà connues pour avoir joué un rôle important dans la résistance juive pendant la guerre, ces femmes ont donné une crédibilité nouvelle aux méthodes américaines au sein des services sociaux juifs, et contribué ainsi à leur bonne réception en France.

L'École de service social Paul Baerwald du Joint

Certaines personnes au Joint, notamment Herman Stein, travailleur social américain et membre de la faculté de la New York School of Social Work que le siège européen du Joint a recruté en 1947, jugent insuffisants ces dispositifs français et européens. Or, peu de temps après son embauche, ce dernier devient le directeur du nouveau département de « *Welfare* » dont la tâche est d'évaluer les programmes subventionnés par le Joint à travers l'Europe. C'est en Belgique et non en France que ce responsable conçoit, en mars 1948, l'idée d'organiser des formations sur les concepts de l'aide sociale pour les employés locaux du Joint et ceux des associations qu'il subventionne à travers l'Europe³¹. En octobre suivant, l'idée est devenue volonté d'établir une école américaine de travail social en Europe³². Herman Stein justifie cette création en faisant remarquer que « renforcer les ressources des communautés juives pour qu'elles puissent continuer à exister une fois que l'aide financière du Joint leur serait progressivement retirée » est conforme à la politique du Joint³³. Cette logique permet d'éclipser l'autre politique du Joint qui consistait à travailler uniquement via les communautés juives locales. Bien que la démarche contrevienne à cette ligne, le Joint décide de créer une école de service social sans lien avec les autres écoles européennes et reposant entièrement sur ses propres ressources³⁴. Un budget de 250 000 dollars provenant de legs est prévu à cet effet³⁵. Pour aider Herman Stein à développer l'école, le Joint recrute à titre de consultant Philip Klein, un de ses anciens professeurs de la New York School of Social Work. Des comités consultatifs sont établis durant le printemps et l'été 1949, à Paris et à New York, pour suivre de près les avancées du projet. À l'automne 1949, l'École de service social Paul Baerwald (EPB) ouvre ses portes dans le château de la Maye à Versailles.

Les élèves, recrutés dans les différents pays où le Joint est actif, y suivent durant une année un programme fondé sur le cursus du travail social américain. Il met l'accent à la fois sur la théorie, particulièrement la *casework*, et la pratique, au moyen d'une méthode d'enseignement « sur le terrain » dite « supervision ». Comme le *casework*, la « *supervision* » est un élément essentiel de la formation américaine en travail social³⁶ : les élèves, encadrés par un autre travailleur social plus expérimenté, font leur apprentissage au sein des services sociaux. Cet aspect de la formation de l'EPB explique en grande partie le choix d'établir l'école en France, pays doté d'un important réseau d'œuvres sociales où les élèves pouvaient effectuer leurs stages de supervision³⁷. Le Cojasor, l'Œuvre de secours aux enfants (OSE) ainsi que d'autres associations qui proposent des stages aux élèves de l'EPB font alors partie intégrante de l'EPB³⁸.

Le corps enseignant, quant à lui, provient essentiellement des États-Unis. L'enseignement étant dispensé en langue française, Philip Klein et Herman Stein se sont mis en quête de francophones ayant l'expérience du travail social américain. Faisant appel à leurs contacts dans la New York School of Social Work, ils recrutent, outre Henry Selver, le directeur de l'École, Fred Ziegellaub, et Shirley Hellenbrand, une jeune diplômée, mais aussi Freda Goldsmith et Edith Shulhofer de l'Université de Tulane et Janet Seibold du Minnesota. Originaire de l'Ohio et déjà employée par le bureau du Joint en France, Libby Meyer est chargée de superviser les stages pour l'EPB. À l'exception d'un professeur, les premiers enseignants à plein temps sont tous juifs ; ils sont pour moitié nés aux États-Unis, l'autre moitié venant d'Allemagne, et tous, sauf un, sont des femmes. Si tous parlent le français, seule Shirley Hellenbrand le parle couramment³⁹. Outre ces enseignants à plein temps, on engage quelques Français (de toutes confessions) et plusieurs employés américains du Joint pour enseigner des sujets spécifiques⁴⁰.

Quatre promotions sont formées à l'École et quelque 120 élèves obtiennent leur diplôme. On peut estimer le nombre total des diplômés français (de métropole) à environ une douzaine, à laquelle il faudrait ajouter les élèves d'Afrique du Nord installés en France après la décolonisation⁴¹. En 1953, on l'a dit, le Joint décide de mettre fin à l'implantation en France de l'EPB. Les responsables n'en ont pas été étonnés : l'École avait toujours été considérée comme provisoire. Israël, qui lui avait envoyé des élèves et offrait à ses diplômés des opportunités d'emplois, représentait alors un avenir possible pour l'École et des négociations furent entamées dès 1950 pour l'y déplacer. Finalement, l'EPB

ouvre ses portes en 1958 à l'Université hébraïque de Jérusalem⁴², mais ses anciens enseignants continuent de dispenser une formation continue au personnel des institutions sociales juives en Europe et en Afrique du Nord jusqu'à la fin des années 1950.



Un cours de Freda Goldsmith, de l'université de Tulane, au château de la Maye à Versailles, (1951). Collection Jacqueline Hourri Vignon.

L'influence de l'École Paul Baerwald sur les œuvres juives françaises

À l'automne 1953 en effet, le corps enseignant de l'EPB est envoyé dans ces zones pour diffuser directement les idées et les méthodes américaines dans les institutions d'aide sociale juives⁴³. Shirley Hellenbrand, quant à elle, reste en France pour maintenir une collaboration étroite avec les services sociaux juifs à Paris. Pendant l'année scolaire 1953-1954, elle travaille avec le Cojasor et le SSJ. De plus, dirigeant un séminaire pour les chefs de service des œuvres sociales les plus importantes, elle est en contact avec le Comité de bienfaisance, l'OSE, l'Œuvre de protection des enfants juifs (OPEJ) et l'Union des étudiants juifs de France⁴⁴. Lors de l'année scolaire 1954-1955, elle dispense une formation au Comité de bienfaisance, laquelle attire 8 participants. Malgré cet emploi du temps déjà chargé, elle organise une autre formation sur le placement des enfants à laquelle participent 11 membres du personnel de l'OSE, de l'OPEJ, de la Colonie scolaire et du FSJU et continue de travailler avec 9 chefs de service, dont beaucoup avaient suivi son séminaire l'année

précédente. En plus des interventions de Shirley Hellenbrand, le Joint recrute un psychologue français, le Dr Claude Veil, pour animer un séminaire sur « les principes appliqués en psychologie dynamique » qui réunit des personnes appartenant à diverses institutions⁴⁵. Shirley Hellenbrand collabore avec les institutions juives parisiennes jusqu'à son retour aux États-Unis en 1956. Bien que le Joint ait cherché à la remplacer, il semble que son départ ait mis définitivement fin à l'interaction entre l'EPB et les agences d'aide sociale juives françaises⁴⁶.

La présence juive américaine, source des mutations intervenues dans le service social en France ? Depuis son retour en France après la Seconde Guerre mondiale, le Joint, motivé par ses principes philanthropiques et animé par ses travailleurs sociaux américains, s'efforce de refonder le service social juif français sur le modèle américain. Il use de ses subventions pour imposer de nouvelles pratiques administratives et pour harmoniser les normes de prise en charge. L'assistance technique fournie aux œuvres françaises ainsi que ses formations permettent d'y introduire les concepts de base du travail social américain, notamment celui de *casework*, bien avant la création de l'EPB. Le National Council of Jewish Women a concouru aux initiatives du Joint en envoyant des Juifs français étudier les métiers du « *welfare* » dans les universités américaines.

La création de l'École de service social Paul Baerwald en 1949 représente l'apogée des efforts du Joint pour transformer le service social juif en Europe. Même si le nombre des diplômés français est resté faible, c'est la France qui accueille cette école et elle en tire un bénéfice important du fait que les associations sociales juives françaises se font les annexes de l'EPB. De 1949 à 1953, ces dernières ouvrent leurs portes aux élèves et aux enseignants au moins trois fois par semaine, ce qui les familiarise en retour avec l'École et ses méthodes. Cette interaction donne l'occasion aux salariés de ces institutions d'assister à des cours au château de la Maye⁴⁷. De plus, entre 1951 et 1952, les enseignants de l'EPB sont sollicités pour donner des formations aux assistantes sociales de l'Association des travailleurs sociaux juifs et aux futurs enseignants de l'Alliance israélite universelle⁴⁸. Et lorsque l'EPB ferme ses portes en 1953, les contacts entre ses anciens enseignants et les institutions d'aide sociale juive, loin de disparaître, s'intensifient. En effet, en 1955, Henry Selver, directeur de l'EPB, estime qu'il y a une quarantaine d'assistantes sociales dans les agences juives parisiennes, dont vingt-trois sans aucune formation officielle dans le travail social⁴⁹. Les formations tentent

surtout d'harmoniser les compétences, favorisant davantage encore l'émergence d'une nouvelle identité professionnelle parmi les employés des organisations d'aide sociale juives françaises.

La professionnalisation du travail social que prône le Joint rencontre certainement des résistances. Les archives du Joint décrivent pourtant un accueil positif, peu caractéristique des Juifs français qui ont tendance à renâcler devant les propositions de l'organisation américaine⁵⁰. En 1949, la directrice du Joint pour la France se demande si l'organisation sera capable de proposer aux associations subventionnées « le conseil et la direction qu'ils nous supplient de leur donner et qui sont liés à la formation du personnel⁵¹ ». La professionnalisation entre également dans les objectifs plus larges du FSJU qui, vers le milieu des années 1950, prend progressivement la place du Joint pour collecter des fonds et superviser leur distribution aux œuvres sociales. Le FSJU soutient donc la formation continue délivrée par l'École Paul Baerwald, et lui demande en 1954 de reconduire ses formations l'année suivante⁵². De surcroît, les travailleurs sociaux de l'Association des travailleurs sociaux juifs, enthousiasmés par elles, demandent la poursuite des séminaires de l'EPB l'année suivante.

Aussi bien dans le cadre de la formation des *Supervisors* qu'au cours du travail entrepris à l'intérieur du COJASOR et du SSJ [Service social des jeunes], la curiosité, l'intérêt, et parfois l'enthousiasme juvénile dont la plupart de nos collègues ont fait preuve pour renouveler l'esprit et des méthodes [sic] de leur travail, justifiaient déjà pleinement à nos yeux les efforts entrepris; l'affluence et l'assiduité au cours du Dr. Weil [sic], si importante que nous en étions les premiers surpris, ont confirmé ce point de vue, tandis que nous pouvions percevoir une très nette évolution dans le niveau du travail social⁵³.

L'ampleur des efforts accomplis par le Joint pour réformer le service social, l'enthousiasme manifesté par les Français et l'évolution des pratiques sociales au sein des œuvres juives semblent donc suggérer que la transformation du service social juif résulte effectivement de l'influence juive américaine, et donc, d'une rencontre au sein du monde juif, dans le cadre de la reconstruction des communautés après la *Shoah*. Néanmoins, cette conclusion nous semble trop simpliste car elle occulte une partie des données. Tout d'abord, il faut rappeler la forte influence *américaine* qui s'exerce sur le Joint. Certes, la solidarité ethnico-religieuse explique l'engagement de l'organisation, mais ses principes philanthropiques et son personnel reflètent, comme on l'a vu, les pratiques américaines de l'époque. Fortement soumis à l'influence de la New York School of Social Work, l'EPB représente l'avant-garde du travail social américain, fait reconnu par l'Association nationale des assistants de service social

en France, et d'autres écoles de service social européennes, qui demandent également des formations à l'EPB et à ses enseignants⁵⁴. Ainsi, les actions mises en place par le Joint représentent-elles la solidarité juive et le savoir faire américain, deux composantes distinctes.

Le contexte français ne doit pas non plus être occulté. Shirley Hellenbrand de l'EPB observe ainsi en 1954 :

Dans sa recherche de nouvelles façons de faire face aux problèmes de leurs clients, le service social juif n'était pas isolé, car le service social non juif critiquait lui aussi ses propres méthodes et était à la recherche de nouvelles idées⁵⁵.

La valorisation du travail social dans la société française de l'après-guerre, les questionnements suscités par ce métier en pleine évolution font que l'enseignement de l'EPB est perçu comme une réponse à une demande française et non comme une leçon imposée par les Américains. Ceci explique en partie la réponse positive des Juifs français à l'EPB, réponse exceptionnelle, comme on l'a vu, au projet philanthropique juif américain, lequel suscite par ailleurs de fréquents conflits.

Les parcours de deux travailleurs sociaux juifs français, Vivette Hermann Samuel et Georges-Michel Salomon, bien qu'exceptionnels eux aussi, montrent bien le va et vient, qui dynamise le travail social juif en France, entre les mondes juifs – français *et* américain – et le contexte national français. Âgée de 21 ans en 1940, Vivette Hermann Samuel, qui a travaillé comme assistante sociale bénévole pour l'OSE pendant la guerre, a obtenu son diplôme d'État d'assistante sociale en 1949⁵⁶. Membre actif de l'Association nationale des assistants de service social, elle devient directrice du service social de l'OSE en 1954. Elle participe aux formations données à l'EPB entre 1949 et 1956, et donne également des cours dans des écoles françaises de service social, l'Institut du service social de Montrouge, l'École d'action sociale de la Caisse des allocations familiales, entre autres⁵⁷. Ayant rencontré Shirley Hellenbrand de l'EPB lors des séminaires pour les chefs de service, Vivette Samuel demande à cette dernière après son retour aux États-Unis d'encadrer des formations d'été à l'OSE. Leur collaboration commence en 1956 et perdure jusqu'aux années 1980 au moins⁵⁸.

Georges-Michel Salomon a 19 ans en 1940. Alors que sa mère, Alice Salomon, s'engage auprès de l'OSE, il trouve du travail au Centre américain de secours et à l'Union générale des israélites de France de la zone sud⁵⁹. Après la guerre, il est recruté au Cojasor et devient le responsable de son service social en 1949. Il suit des formations à l'EPB, accueille en stage des élèves de cette école au Cojasor et participe notamment aux séminaires de Freda Goldsmith et Shirley Hellenbrand. Tourné vers

les développements du travail social sur le plan national, il se mobilise auprès de la Fédération française des Travailleurs Sociaux (actuellement Confédération française des professions sociales), et quitte le Cojasor en 1962 pour devenir formateur en travail social, spécialisé surtout dans les méthodes du *casework* et de supervision. Il enseigne, à partir de 1966, à l'École de service social de la Région nord à Lille, poste hérité de Freda Goldsmith de l'EPB, ainsi que dans d'autres établissements⁶⁰.

Ces deux cas montrent les multiples usages de l'assistance américaine en matière de travail social. Dans le premier cas, elle représente une source de formation supplémentaire et une collaboration à long terme qui influence la formation des assistantes sociales, et donc les pratiques sociales, de l'OSE. Dans le deuxième cas, elle permet à l'individu de développer de nouvelles compétences « américaines », très demandées dans les formations françaises de travail social, et de passer du cercle juif au cadre national. L'un comme l'autre montrent la forte interaction entre le travail social juif français, juif américain, et national, qui perdure après la fin des programmes du Joint.

Après la Première Guerre mondiale, le *casework* avait été diffusé en France dans des réseaux protestants⁶¹. Après 1945, ce sont les œuvres sociales juives qui deviennent les lieux privilégiés de ce transfert culturel américain, où convergent la solidarité juive, le désir français d'édifier le service social, et la volonté américaine de disséminer certains savoirs. Ainsi les transformations du service social juif français s'inscrivent-ils autant dans un contexte franco-américain que dans un contexte « juif ».

NOTES

1. Cf. l'introduction de Laura Hobson Faure à ce dossier, « De la bienfaisance à l'action sociale. Le travail social en milieu juif après la Seconde Guerre mondiale ».
2. The American Jewish Joint Distribution Committee Archives-Israel (JDC-I), collection de Laura Margolis Jarblum (non-classée), Statistical Report, France, Country Directors Conference, octobre 1952.
3. Sur cette école, voir Joseph Neipris, The American Jewish Joint Distribution Committee *and its Contribution to Social Work Education*, Jérusalem, American Jewish Joint Distribution Committee, 1992; Georges-Michel Salomon, « L'École Paul Baerwald (1949-1953) », *Vie Sociale*, n° 1, 1999, pp. 41-47; Laura Hobson Faure, « Un « Plan Marshall juif » : la présence juive américaine en France après la Shoah, 1944-1954, thèse de doctorat en histoire, Paris, EHESS, 2009, pp. 377-432.
4. Emmanuel Jovelin et Brigitte Bouquet, *Histoire des métiers du social en France*, Paris, Éditions ASH, 2005, pp. 35-39.

5. Le premier cycle de cours a lieu à Paris du 28 novembre au 10 décembre 1949, coïncidant donc avec les premiers mois d'existence de l'EPB; Aimée Racine, « Le cycle d'études sociales européen des Nations Unies à Paris », *Le Service Social*, 3, 1950, pp. 143-154. Voir aussi Lucie Cheminée, « Historique de l'évolution du case-work en France », [*Feuillets de l'A.N.A.S.*, juillet 1957], *Vie Sociale*, n° 1, 1999, p. 10.
6. Le Joint subventionne 60 % de la résistance juive en France, selon Lucien Lazare, *La Résistance juive en France*, Paris, Stock, 1987, p. 282. Voir également Laura Hobson Faure, « « Guide et moteur » ou « Trésor central » ? Le rôle du « Joint » en France, 1942-1944 », in Jacques Sémelin, Claire Andrieu, et Sarah Gensburger (dir.), *La Résistance aux génocides. De la pluralité des actes de sauvetage*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, pp. 305-324.
7. Abraham J. Karp, *To Give Life. The UJA in the Shaping of the American Jewish Community*, New York, Schocken Books, 1981; Marc Lee Raphael, *A History of the United Jewish Appeal*, Brown Judaic Studies 34, Chico, Scholars Press, 1982.
8. Par exemple Andrew Carnagie, qui théorise la notion de « *wise distribution* » (la distribution intelligente); Olivier Zunz, *Philanthropy in America, A History*, Princeton, Princeton University Press, 2011, p. 1.
9. JDC-New York (NY), France 1945/54, dossier 246, Monthly report for November and December 1945 par Arthur D. Greenleigh, 5 mars 1946.
10. JDC-NY, France 1945/54, dossier 249, Welfare Department Report #2: Report of Child Care Department, Office for France on developments from October 1946 to October 1948, avril 1949.
11. JDC-NY, France 1945/54, dossier 247, Relief situation in France, January through June 1945, 17 août 1945.
12. De 1932 à 1944, les sujets comme le *casework* (le travail social individualisé), le *group-work* (le travail de groupe), l'organisation communautaire, la législation sociale, l'administration sociale, la recherche sociale et l'information psychiatrique dominant le programme des écoles de travail social accréditées. Cf. Roy Lubove, *The Professional Altruist: The Emergence of Social Work as a Career*, Cambridge, Harvard University Press, 1965, p. 223.
13. Voir par exemple les *JDC News Bulletins*, qui mentionnent les arrivées et les départs du personnel du Joint; Archives Nationales, AJ/43/13, *JDC News Bulletin*, vol. 8, 9 et 10, de septembre 1946.
14. B. Lambert, « Arthur D. Greenleigh, 90, Expert on Welfare Issues and Refugees », *New York Times*, 31 octobre, 1993.
15. JDC-NY, France 1945/54, dossier 247, Lettre d'Arthur Greenleigh à Moses Leavitt, 7 avril 1945.
16. À titre d'exemple, voir dans ce numéro l'article de Constance Pâris de Bollardièrre, sur les programmes sociaux des bundistes de France.
17. JDC-NY, France 1945/54, dossier 246, Monthly Report for France, November-December 1945, 5 mars 1946.
18. « *formed the basis of a professional identity* »: Roy Lubove, *op. cit.*, p. 49. On peut retrouver les origines du *casework* en Angleterre où la réformatrice sociale Octavia Hill (1838-1912) développe une méthode individualisée de travail avec les pauvres dans les années 1870. Son approche est diffusée aux États-Unis par la Charity Organization Society. Une employée de cette organisation, plus tard responsable du service de charité de la Fondation Russell Sage, Mary Richmond, s'inspire du travail d'Octavia Hill et élabore des théories sur ce qui allait être

- appelé le *casework* dans deux livres à succès : *Social Diagnosis* (1917) et *What is Social Casework?* (1922), selon Nicole Fouché, « Le casework : circulation transatlantique et réception en France (1870-1939) », *Revue européenne d'histoire sociale et histoire des sociétés*, 11, 2004, pp. 23-27.
19. Nicole Fouché, *op. cit.* ; Brigitte Bouquet, « Réactions au casework : passions, ambiguïté, résistances », *Vie Sociale*, n° 1, 1999, pp. 95-110.
 20. Céline Leglaive-Perani, « “Accordez un regard attendri au Rocher d’où vous fûtes taillés”. Le judaïsme parisien et le Comité de bienfaisance israélite (1830-1930) », *Archives juives. Revue d'histoire des Juifs de France*, n° 44/1, 1^{er} semestre 2011, p. 38, et Archives CASIP-COJASOR, CBIP AC1, Activité du service social du CBIP (1948-1962), *De la charité au service social : 1954, 1955*. Le rapport évoque sa lente extinction sans citer la date exacte où cette pratique cesse : en 1954, les nécessiteux ne font plus la queue ; après avoir attendu leur tour dans la salle d’attente, ils sont reçus en « isoloirs ».
 21. JDC-I, 18C/19A S.3101, Welfare Department Report 3, 30 juin 1949.
 22. *Ibid.*
 23. Sur cette association, lire Auren Kahn, « Resume of Jewish Social Work in Post-War France », *Journal of Jewish Communal Service*, XXXI, 1954, 4, pp. 359-368.
 24. JDC-I, 18C/19A S.3101, Welfare Department Report 3, 30 juin 1949 : « *The interest shown by attendance at meetings and in the discussions bears out the hope that much could be accomplished through the social work staff that could never be done by working with agency executives. Political differences, insecurity and professional jealousies, that so frequently block understanding on an executive level, have disappeared in case discussions, where all attention is focused on the client.* »
 25. Pour 1927, Faith Rogow, *Gone to Another Meeting: The National Council of Jewish Women, 1893-1993*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 1993, pp. 167-174. Pour 1960, « National council of Jewish Women », *Encyclopedia Judaica*, Keter, Macmillan Reference USA, 1972, p. 871.
 26. JDC-I, 18A S2700.5, Rencontre avec le NCJW aux bureaux du Joint, 30 avril 1947.
 27. « National council of Jewish Women », *Encyclopedia Judaica, op. cit.*, p. 870.
 28. Voici une liste (incomplète) des bénéficiaires de bourses venant de France : Simone Weil Lipman, Franceline Bloch, Gaby Wolff Cohen, Édith Odenwald Kremsdorf, Fanny Sorkine (Drapkin), Adrienne Schwerner, Myriam Greilsammer Salon, Ruth Stern, et, à titre exceptionnel, trois hommes : Michel Vasserberger, Henri Milstein et Roland Musnik. De futures recherches permettront d’estimer le nombre exact des participants en France et de comparer le fonctionnement du programme dans ce pays et chez ses voisins européens.
 29. Entretien téléphonique avec Simone Weil Lipman, 30 avril 2003. Entretien avec Gaby Wolff Cohen, Paris, 28 mai 2004.
 30. Entretien avec Franceline Bloch, Paris, 18 novembre 2004.
 31. JDC-NY, Fonds H. Stein, Boîte 1, Mémoire de Stein à J. Schwartz, M. Beckelman, 17 mars 1948.
 32. JDC-NY, Fonds H. Stein, Boîte 1, Mémoire de Stein à Dr. J. Schwartz, Mr. Beckelman, 18 octobre 1948.
 33. *Ibid.*
 34. JDC-NY, Fonds H. Stein, Boîte 1, Minutes of French Advisory Committee, 2 juin 1949.

35. JDC-NY, Fonds H. Stein, Boîte 1, Mémoire de H. Stein à M. Beckelman, 30 novembre 1948.
36. Roy Lubove, *op. cit.*, p. 168.
37. JDC-NY, Fonds H. Stein, Boîte 1, Minutes of French Advisory committee, 2 juin 1949; Entretien téléphonique avec Herman D. Stein, 3 août 2004.
38. JDC-NY, Fonds H. Stein, boîte 1, Minutes of the Admissions and curriculum committee meeting, 5 août 1949; Rapport de Henry Selver aux directeurs du Joint dans différents pays, octobre 1950.
39. Entretien téléphonique avec Herman D. Stein, 3 août 2004, entretien avec Shirley Hellenbrand, New York, 20 juillet 2004.
40. Parmi les instructeurs recrutés localement, citons Isaac Pougatch, un éducateur juif, et Dominique Ceccaldi, un fonctionnaire non-juif du ministère de la Santé publique qui donnait un cours sur la législation sociale française. Du Joint: Moses Beckelman, Dr. Lee Janis, Judah Shapiro, Herman Stein et Harry Rosen.
41. JDC-NY Fonds H. Stein, Boîte 1, JDC Country Directors Conference, Report on the Paul Baerwald School by H. Selver, October 1950; Lettre de H. Selver à H. Buchman, 25 novembre 1950; JDC-I, 189/190A Correspondence with Paul Baerwald School Alumni 1949-1951, student list 1951-1952, sans date.
42. H. Stein, « From Paris to Jerusalem. Origins of the Paul Baerwald School of Social Work of the Hebrew University », in Uri Aviram (dir.), *Academic Social Work Education in Israel: Past, Present and Future*, Tel Aviv, Cherkover, 2003 (en hébreu).
43. JDC-NY, France 1955/64, dossier 312, Future of the Paul Baerwald School and Related Activities in Israel, North Africa and Europe, Philip Klein, 15 mars 1955; Les informations sur Fred Ziegellaub et Libby Meyer ont été données par Shirley Hellenbrand, New York, 18 juillet 2005.
44. JDC-I, 18C/19A S.3101.1 "F", Training Program: Social Workers in Paris, Academic Year 1953-54, final report by Shirley Hellenbrand, sans date.
45. JDC-I, 18C/19A S.3101.1, Report on the Scope and Organization of Activities, Social Service, Paris, Winter 1953-1955, Henry Selver, janvier 1955.
46. Interview de Shirley Hellenbrand, New York, 18 juillet 2005.
47. L'École donne des bourses et de l'argent de poche aux élèves, ce qui ne remplace pas un salaire. Les chargés de famille sont donc, pour la plupart, exclus de l'EPB.
48. JDC-I, 190B/191/192A, Faculty Meeting Minutes, 7 novembre 1951.
49. JDC-I, 18C/19A S.3101.1, Report on the Scope and Organization of Activities, Social Service, Paris, Winter 1953-1955.
50. Voir, par exemple, les difficultés du Joint pour créer le Fonds social juif unifié; Laura Hobson Faure, *Un « plan Marshall Juif », op. cit.*, pp. 341-376.
51. JDC-NY, France 1945/54, Dossier 249, Welfare Department Report #2: Report of Child Care Department, Office for France on developments from October 1946 to October 1948, avril 1949.
52. JDC-I, 18C/19A S.3101.1 "F", Lettre de T. Cohen à H. Selver, 27 juillet 1954.
53. JDC-I, 18C/19A S.3101.1 "F", Lettre de l'Association des travailleurs sociaux juifs à H. Selver, 17 juin 1954 (en français).
54. JDC-I, 18C/19A S.3101.1 "F", Training Program: Social Workers in Paris, Academic Year 1953-54, final report by Shirley Hellenbrand, Date: post April 1954.

55. *Ibid.*: « *In searching for new ways to cope with the problems of their clients, the Jewish social work group was not alone, for the non-Jewish group was also questioning their methods and looking for new ideas.* »
56. Archives OSE-Siège, Fonds V. Samuel, boîte 17, *Historique de l'OSE* par V. Samuel, octobre 1980. Voir également V. Samuel, *Sauver les enfants*, Paris, Liana Levi, 1995, pp. 173 et suivantes.
57. Archives OSE-Siège, Fonds V. Samuel, boîte 19, Activités d'enseignement et de formation en service social de Mme V. Samuel.
58. *Ibid.*, Programme du centre de formation de l'O.S.E. (non daté).
59. Directrice de la Maison de la Verdière à Marseille, elle est arrêtée en 1943 et meurt en déportation. Interview de Georges-Michel Salomon, Paris, 26 septembre 2005.
60. Georges-Michel Salomon, *op. cit.*, pp. 45-46.
61. Nicole Fouché, *op. cit.*